



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

12 & 19 JUIN 2022

CHRISTOPHE FICHET

UN VRAI DÉPUTÉ
SINCÉRITÉ
ET COURAGE !



GÉRALDINE
LASLIER-CHAUFAUX
SUPPLÉANTE

UN ENGAGEMENT CITOYEN NON-PARTISAN
TOUS ENSEMBLE, PORTONS LA VOIX DU TERRITOIRE
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

En 1999, après l'obtention d'un DESS / DJCE de Juriste de droit des affaires et un DEA de droit des affaires (option droit des concentrations) à Rennes, j'ai rejoint timidement un cabinet d'avocats américain à Paris qui m'a proposé un an de stage et un CDD pendant que j'intégrais l'Ecole du Barreau à Paris. Une période très rude et de travail extrême de deux journées en une, à la fois à l'Ecole et en cabinet, qui m'a permis ensuite d'être embauché comme collaborateur, de travailler sur des dossiers internationaux, de commencer à voyager en Afrique et au Moyen-Orient et de faire des rencontres déterminantes. Une période durant laquelle notre territoire était mon échappatoire le plus sacré et dans lequel mes trois enfants qui éclairaient progressivement ma vie ont passé leur plus beaux moments.

J'ai connu des nuits courtes, des weekends au bureau, des « patrons » exigeants, parfois rudes, des moments d'épanouissement, d'autres de doute et de perte de confiance dans monde sans pitié, puis ai rejoint un grand cabinet français, puis un cabinet canadien qui m'a proposé une association, un cabinet anglais pendant 6 ans et depuis 2 ans et demie je suis avocat associé du plus grand cabinet international présent dans 81 pays.

Au cours de ma carrière j'ai eu l'immense privilège de découvrir le monde, d'être confronté à d'autres réalités, de travailler dans 33 pays. J'ai ainsi pu comprendre le privilège que nous avons de vivre en France et encore plus dans notre territoire, malgré toutes les difficultés rencontrées par beaucoup, et surtout de la liberté dont nous jouissons. Liberté acquise grâce à celles et ceux qui se sont battus pour nous la faire retrouver, au péril de leurs vies, et à qui nous devons une reconnaissance éternelle.

Epoux d'une directrice marketing et communication dans un grand groupe de presse devenue par choix institutrice en réseau d'éducation prioritaire pour aider à relever tous les enjeux et difficultés de l'éducation et l'échec de notre modèle républicain d'égalité devenu dans certains endroits des zones d'exclusion, j'ai décidé à mon tour de m'engager dans la vie publique et de rendre à la

République ce qu'elle m'avait donnée.

Je pourrais vivre égoïstement et confortablement dans le monde des affaires du triangle d'or parisien tout en travaillant à distance depuis Dinard, et profiter de mes rares moments de liberté pour m'adonner à mon activité favorite de navigation en mer. Mais cela manquerait de sens pour moi.

Je prends le risque aujourd'hui de m'exposer, de me confronter au suffrage universel, de mettre en suspens ma situation professionnelle établie, car je souhaite réconcilier deux France dont je ne peux supporter de voir l'écart grandissant se creuser. Une France qui maîtrise la complexité du monde et sait en tirer profit, tandis que l'autre la subit et se retrouve déclassée avec un sentiment de mépris de la première à son égard. Un écart flagrant du en grande partie à un pouvoir central décisionnaire parisien et les réalités territoriales trop souvent ignorées.

Et parce que j'ai un profil et une expérience nationale et internationale de juriste, je peux être le représentant utile et pertinent de notre circonscription. Un député qui ne devra rien de son élection à un parti qui lui donne des consignes de vote, mais un député qui tire sa légitimité du seul suffrage du Peuple. Un député qui ose dire que l'essentiel de son travail sera de représenter assidument et fidèlement son territoire à l'Assemblée nationale et de revenir rendre compte chaque semaine à ses concitoyens de ce qu'il a fait ; citoyens qu'il devra écouter, et dont il devra s'inspirer pour mener sa mission la semaine suivante.

Je serai un député qui tranchera avec la facilité du clientélisme de certains qui n'expliquent jamais leurs votes ni leur bilan. Je ne serai pas de ceux qui choisissent la facilité, en berçant leurs concitoyens de douces illusions. Je ne serai pas non plus de ceux qui noient les enjeux cruciaux de notre pays dans le sirop de menues affaires prétendument locales peu dérangeantes valant prétexte de ne pas évoquer le reste. Je ne serai pas de ceux qui sont les fréquents absents de l'Assemblée Nationale et qui préfèrent montrer leur figure dans toutes les manifestations locales sans exception pour flatter leur égo...sans rien entreprendre

pendant ce temps pour les destinées de la France qui sont pourtant déterminantes pour le territoire. Car en effet il ne suffit pas de se prétendre de « proximité » pour bien servir efficacement le territoire. Au contraire, il faut avoir le courage de proposer au niveau national des lois, de travailler en commissions et de faire adopter des lois ou de déposer des amendements pour que le cadre légal qu'ensuite le Gouvernement et les administrations centrales doivent appliquer, évolue en répondant aux besoins que nous avons directement sur notre territoire.

Car ce qui se passe ici, dans vos vies, est inextricablement lié à ce qui se vote à Paris, se décide à Bruxelles et Strasbourg, mais aussi dans les organisations internationales comme l'OCDE, le Conseil de l'Europe, la Banque Centrale Européenne, le FMI, l'Organisation Internationale du Travail, l'OMS et bien d'autres encore.

Notre monde vit une mutation inédite et brutale. Nous sommes sortis d'un siècle qui a vu un empire colonial puissant permettant à la France de rayonner tout à coup s'effondrer. Suivi de trente années de croissance glorieuse, puis de trente suivantes de crise économique profonde dont ma génération est issue.

Jusqu'à il y a peu, nos gouvernants ont soutenu la délocalisation des entreprises (et donc des emplois) pour

produire dans des pays à bas coûts. Ils ont favorisé les importations de produits de masse moins chers pour palier la perte de pouvoir d'achat. Nous sommes ainsi entrés dans la « mondialisation » qui a vidé des pans entiers de notre économie industrielle notamment. Mondialisation qui néanmoins a aussi profité à de nombreux fleurons français de l'industrie (dans l'aéronautique, l'automobile, le luxe, l'énergie, etc.), de l'agriculture (pour l'exportation de certaines productions) et des services, lesquels sont des employeurs importants.

Cette interdépendance nous conduit aujourd'hui à être impactés par les crises de la Covid, de la guerre en Europe et de ses conséquences sur de nombreux produits et biens de première nécessité, à commencer par l'énergie. Des puissances régionales, qui ne partagent pas forcément nos valeurs de libertés individuelles notamment, sont passées du statut d'émergentes à celui de dominantes. Déjà amorcée depuis quelques temps, accélérée avec la Covid et définitivement établi depuis le début des hostilités en Ukraine le 24 février dernier, nous entrons à présent dans une nouvelle ère de blocs qui vont devoir coexister pacifiquement. Par la force de ces événements, l'Europe a définitivement changé de visage, passant de puissance économique libérale à celui de puissance politique, militaire et sanitaire. La France doit trouver sa place dans ce nouvel ordre économique mondial, et notre territoire aussi.

Un territoire dont la population vieillit (avec des prévisions galopantes d'installation de nouveaux retraités venus du département et d'autres régions à l'horizon 2040) requérant des infrastructures et capacités médicales, sanitaires et sociales totalement réadaptées ainsi qu'une vraie politique ambitieuse pour accompagner la dépendance du grand âge.

Un territoire solidaire qui doit prendre soin de ceux qui ont été laissés pour compte depuis bien trop longtemps et dont on ne s'occupe plus guère. Mon plan « Relève la tête et aies confiance » sera une priorité de ma mandature.

Un territoire de culture et d'ouverture au monde qui n'a pas peur de l'avenir, bien au contraire, et qui se projette sur le monde entier dans les pas des illustres Surcouf, Jacques Cartier, La Bourdonnais, Chateaubriand et tant d'autres grandes figures qui font la gloire et la fierté de notre territoire.

Un territoire confronté à une hausse des prix du logement qui exclut toute une partie de la population, à commencer par les jeunes qui de manière inacceptable ne peuvent plus y construire leur vie.

Un territoire qui ne peut plus vivre dans ce paradoxe de manque de main d'œuvre alors que de nombreux jeunes actifs sont à la recherche d'emplois.

Un territoire qui doit mettre l'écologie au cœur de son développement pour devenir un exemple français, notamment en matière de qualité de ses eaux et terres, et de la biodiversité, avec le concours de tous les acteurs concernés

Un territoire où doivent régner une intergénérationnalité harmonieuse, et le respect de l'autre, tout en garantissant la protection de chacun et la lutte contre les incivilités et l'insécurité sous toutes ses formes.

Un territoire qui ne peut plus vivre que du tourisme et de l'agriculture et de quelques fleurons industriels de référence dont nous ne pouvons qu'être fiers. Mais un territoire qui doit repenser son positionnement économique dans un environnement de déconcentration et d'opportunités économiques à sa portée, à condition que ses élus territoriaux et nationaux créent les conditions d'attractivité nécessaires pour que les chefs d'entreprises et autres investisseurs s'implantent ici plutôt qu'ailleurs.

Un territoire qui doit mettre en place une économie solidaire, générer des revenus et allouer ces ressources pour répondre aux besoins des secteurs non marchands et essentiels (éducation, santé, justice).

Un territoire et ses habitants que je désire de tout cœur représenter avec rigueur, sincérité, honnêteté et travail sans relâche à l'Assemblée Nationale.

Un territoire dont je serai proche tous les jours et sur lequel je serai présent, à vos côtés.



GÉRALDINE LASILIER-CHAUFaux

SUPPLÉANTE

Née à St Malo le 9 mai 1975, mariée et mère de 3 garçons, j'ai grandi à Cancale. Titulaire d'une Maîtrise en Science Politique obtenue à la Faculté de Droit de Rennes, j'ai été Conseillère municipale à Cancale de 2008 à 2020 et me suis présentée aux élections départementales en juin 2021. Depuis toujours investie sur ce territoire dans de nombreuses associations, j'y puise le moteur de mes engagements passés et à venir. Si je m'engage aujourd'hui dans ces élections législatives en tant que suppléante auprès de Christophe Fichet, c'est parce que nous partageons ce même attachement à la liberté. Libres dans notre volonté d'agir pour l'intérêt général et libres de faire de la politique autrement, notre candidature est réfléchie et sincère. Parce que je ne doute pas que notre parole vaille la peine d'être entendue et convaincue de notre légitimité à vous représenter à l'Assemblée nationale, au-delà de celle imposée par les partis, vous permettrez à la démocratie de s'exprimer pleinement, si les 12 et 19 juin prochains, vous replacez au cœur de nos débats « la personne », qui sans nul doute, demeure le meilleur candidat pour soutenir les combats politiques. A vos côtés, forte de mon ancrage dans ce territoire et de cette expérience de terrain qui est la mienne, je serai ce lien indispensable entre votre député et sa circonscription.

